

Envoyé en préfecture le 12/03/2025

Reçu en préfecture le 12/03/2025

Publié le

ID : 064-216402370-20250311-2025_07-BF



VILLE DE

GELOS

Débat d'orientation budgétaire 2025

SOMMAIRE

Envoyé en préfecture le 12/03/2025

Reçu en préfecture le 12/03/2025

Publié le



ID : 064-216402370-20250311-2025_07-BF

Cadre juridique

Contexte général

Situation globale

Situation de la collectivité

Situation et orientations budgétaires de la collectivité

Recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement

Evolution

Dépenses de personnel

Subventions

Autres dépenses de fonctionnement

Section d'investissement

Dette

Recettes d'investissement

Dépenses d'investissement

Evolution du besoin de financement

Cadre juridique

Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des communes de plus de 3 500 habitants (Art. L.2312-1, L.3312-1, L.4312- 1, L.5211-36 et L5622-3 du CGCT).

Préalablement au vote du budget primitif, le débat d'orientation budgétaire (DOB) permet de discuter des orientations budgétaires de la collectivité et d'informer sur sa situation.

Ce débat doit avoir lieu dans les deux mois précédant l'examen du budget par l'Assemblée.

Débat d'orientation budgétaire : Article L2312-1

Le débat d'orientation budgétaire représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière d'une collectivité préalablement au vote du budget primitif.

Le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, le DOB ne peut intervenir ni le même jour, ni à la même séance que le vote du budget.

Quels documents sont à établir ?

- Présentation au conseil municipal du rapport d'orientation budgétaire
- Prise d'une délibération qui prend acte de la tenue du DOB
- Rédaction et publicité du compte rendu de séance présentant le DOB (Mairie, Conseil Départemental, Agglomération)

Au plan international, 2025 va être une année de forts enjeux économiques et géopolitiques (guerre en Ukraine notamment).

La politique économique de l'administration Trump pourrait avoir des effets néfastes (inflation, déficit budgétaire) sur la croissance des Etats-Unis qui ont connu, jusque-là un dynamisme de la l'économie et de la croissance.

Le modèle de croissance de la Chine arrive en bout de course notamment en raison d'une consommation intérieure faible (tensions géopolitiques, crise immobilière).

La croissance européenne est restée faible et peu dynamique en 2024. L'année 2025 va être une année importante au plan européen avec notamment le troisième anniversaire du déclenchement de la guerre en Ukraine, les élections fédérales allemandes, les élections présidentielles en Croatie, Grèce, Roumanie et Pologne.

En 2024, la France a connu un recul de l'inflation, un contexte politique incertain et une dégradation de sa situation budgétaire. Pour 2025, elle est toujours en situation difficile en raison d'une croissance faible et de la fragilité politique.

Les dernières projections trimestrielles de la Banque de France prévoient une croissance à 0.9 % en 2025 et une stabilisation de l'inflation aux alentours de 1.6%. Elle estime également que le taux de chômage devrait atteindre 8%, ce pourcentage étant susceptible d'augmenter selon notamment l'évolution des relations commerciales avec les Etats-Unis.

Le taux du Livret A est passé de 3% à 2,4%. Il pourrait diminuer à nouveau le 1er août prochain selon notamment l'évolution de l'inflation.

Taux de croissance du PIB (en volume)

+ 0,8 % en 2024

+ 1,3 % attendu pour 2025

Inflation estimée pour 2025 à 1,8 %

* FRANCE

Taux de croissance du PIB (en volume)

+ 1,1 % en 2024 (pour 1,4% attendu), +1% en 2023, entre +0,3% et +0,8% en 2022, + 6,25% en 2021, – 11,5% en 2020, +1,5% en 2019 et +1,8% en 2018

+ 0,9 % attendu pour 2025

Inflation

+ 2,3% en 2024 (pour + 3,4% annoncé), +4,9% en 2023, +5,2% en 2022, + 1,5% en 2021, +0,5% en 2020, +1,1% en 2019 et +1,8% en 2018

+ 1,4% estimée pour 2025

Déficit public

- 6,1% en 2024 (- 4,4% annoncé), - 5,5% du PIB en 2023, -4,7% en 2022 du PIB, -8,1% du PIB en 2021 après -9,1% du PIB en 2020 sous l'effet COVID

- 5,4% estimé pour 2025.

Nota : l'objectif de réduction du déficit public du gouvernement en 2025 est très ambitieux, avec un risque élevé de ne pas atteindre cette cible, en particulier sans majorité à l'Assemblée nationale.

Contexte Général - Situation collectivités

Au plan national, l'année 2024 a été marquée par le départ de personnages importants (Jacques Delors fin 2023, Robert Badinter, Philippe De Gaulle...), des célébrations liées aux Jeux Olympiques et une instabilité politique importante avec la dissolution de l'Assemblée Nationale et la succession de quatre premiers ministres et gouvernements.

Cette année a également été celle de la constatation de la forte dégradation des finances publiques qui va avoir des conséquences sur les collectivités en termes d'efforts pour le redressement de la situation du déficit et de la dette publique.

Le PLF (Projet de Loi de Finances) 2025 est en baisse de 1,7% (-1,8 milliards €) /PLF 2024

Stabilité de la DGF 2025, soit 27,2 milliards € avec une minoration de 487 millions des variables d'ajustements supportées par l'ensemble des niveaux de collectivités.

Diminution du FCTVA à hauteur de 258 millions €:

- Taux inchangé fixé à 16,404 % comme en 2024 => 206 058€ perçu en 2024
- Part FCTVA sur certaines dépenses de fonctionnement (art 615221, 615231 et 615232) inchangé => 8329 € perçu en 2024
- Nette diminution du fonds vert: 1 milliards € pour 2025 contre 2,5 milliards € en 2024

Fin du dispositif de soutien exceptionnel pour les collectivités face à la croissance des prix de l'énergie qui était de 400 millions € en 2024.

Epargne et endettement

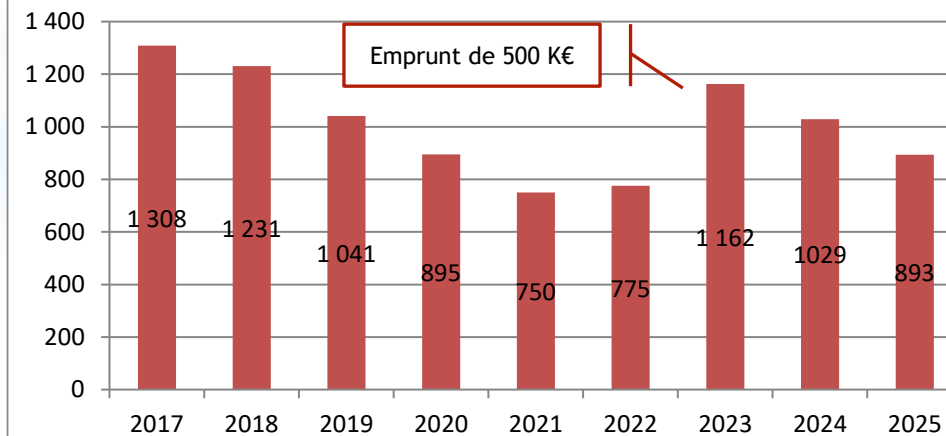
3737

3768

	Gelos (2024 en K€)	Ratio de structure	Gelos Ratio par habitant (2024 en €)	Moyenne de la strate ratio de structure	Moyenne de la strate par habitant (2023 en €)
<i>Epargne brute</i>	1 981		530 €		
<i>Recettes investissement</i>	491		131 €		468 €
<i>Dépenses investissement</i>	1 252		335 €		489 €
<i>Dont dépenses d'équipement brut</i>	1 084	32%	290 €		387 €
<i>Capacité d'autofinancement</i>	1 220		327 €		214 €
Dette totale	893	26%	239 €	61%	710 €
Annuité de la dette	158	3,38%	42 €	8%	91 €
<i>Capacité de désendettement en capital(en année)</i>	0,26				

L'encours de dettes représente le capital restant dû de l'ensemble des emprunts et des dettes souscrits précédemment par la collectivité.

Capital restant dû (K€)



Fiscalité => Taux d'imposition

L'évolution du taux de la taxe d'habitation sur les logements vacants THV et résidences secondaires THRS n'est plus liée à celle des taxes foncières. Il peut donc varier librement.

=> Proposition d'augmenter le taux d'imposition de la TH:

- Réduire la vacance et être en phase avec le plan climat, PLUI et PLH
- Compensation de l'augmentation de la CNRACL

	BASE IMPOSITION 2024	TAUX 2024	PRODUIT attendu 2024	PRODUIT REEL 2024	BASE IMPOSITION 2025	TAUX 2025	PRODUIT attendu 2025
TH	413 905 €	11,33%	46 895 €		486 400 €	27,00%	131 328 €
FB	5 983 941	27,82%	1 664 732 €		6 018 000	27,82%	1 674 208 €
FNB	39 501	36,18%	14 291 €		39 100	36,18%	14 146 €
TOTAL	6 023 441		1 725 919 €	2 103 907 €	6 057 100		1 819 682 €

Fiscalité – DGF (simulation non disponible à ce jour)

La DGF 2025 devrait être identique à 2024, soit 27,245 milliards €

Qu'est ce que la DGF ?

La dotation globale de fonctionnement (DGF) représente la participation de l'Etat au fonctionnement des collectivités. Elle est composée :

- d'une part liée à la variation de la population DGF (3737 => 3727, soit -10 habitants)

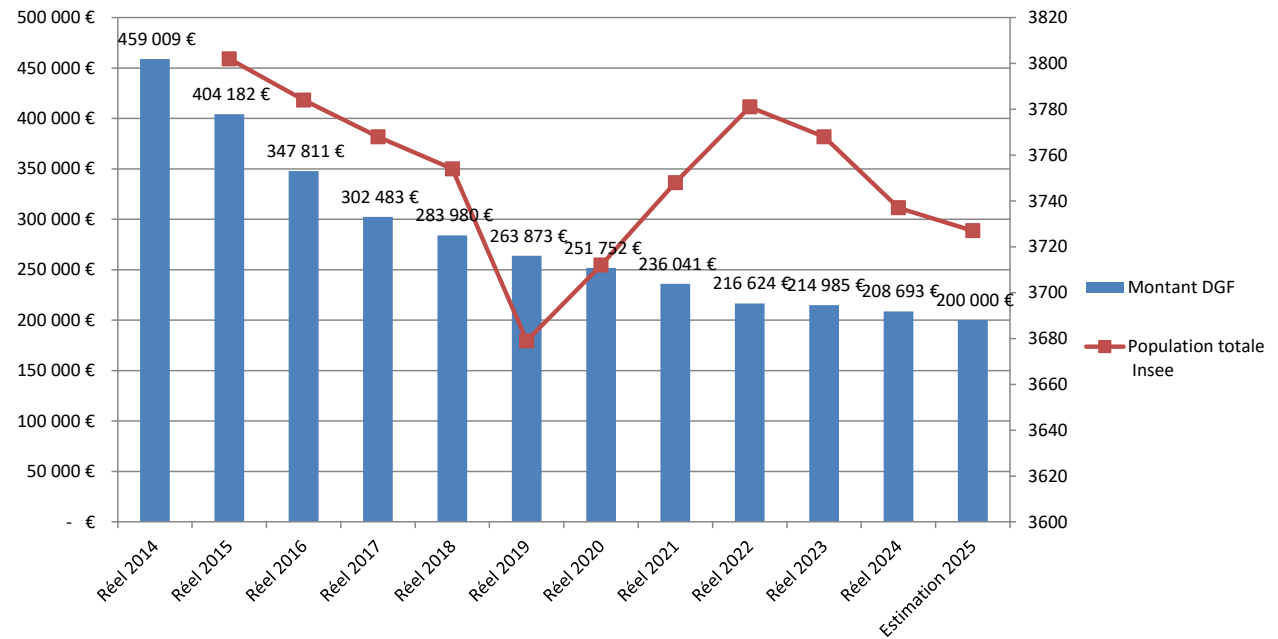
=> **Soit un montant pour 2025 de 200 000€ (estimation)**

Depuis 2014:

Passage de 459 009€ à 200 000€,

Perte affichée de : 259 009€ (-56%)

Perte cumulée de : 2 118 675€



Les orientations budgétaires

Pour le budget principal

Section fonctionnement

Quelques ratios

Section investissement

Les orientations budgétaires

Budget principal - Section de fonctionnement – DEPENSES (chiffres en attente de validation de la trésorerie)

Chapitres	Désignation	Total Budget	Réalise
011	Charges à caractère général	1 174 023,05	777 660,06
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 841 623,00	1 531 299,21
014	Atténuations de produits	43 000,00	37 476,00
65	Autres charges de gestion courante	251 114,00	223 182,67
66	Charges financières	23 633,31	21 459,14
67	Charges spécifiques	6 000,00	979,00
023	Virement à la section d'investissement	1 100 000,00	0,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	100 129,55	108 189,59
	Total Général	4 539 522,91	2 700 245,67

Budget principal - Section de fonctionnement – RECETTES (chiffres en attente de validation par la trésorerie)

Chapitres	Désignation	Total Budget	Réalise
013	Atténuations de charges	14 234,00	31 683,76
70	Produits des services, domaine et ventes divers	307 518,00	299 144,28
73	Impôts et taxes	256 697,00	256 697,29
731	Impositions directes	2 109 846,00	2 173 973,45
74	Dotations et participations	301 960,00	349 533,33
75	Autres produits de gestion courante	180 943,00	135 882,12
76	Produits financiers	0,00	21,46
77	Produits spécifiques	0,00	122 938,36
78	Reprises sur amortissements, dépréciations et p	6 000,00	0,00
002	Excédent de fonctionnement reporté	1 249 654,91	1 249 654,91
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	112 670,00	62 209,80
	Total Général	4 539 522,91	4 681 738,76



Excédent :
+ 1 981 493,09€

Les ratios financiers – comparaison de niveau

Les méthodes d'analyse financière des communes

reposent essentiellement sur le traitement statistique de ratios relatifs aux budgets communaux. Un ratio financier est un rapport significatif entre deux données caractéristiques de l'activité ou de la situation financière de la collectivité.

Population au 01/01/24 – 3 737hab

3 768hab

	Gelos (2024 en K€)	Ratio de structure	Gelos Ratio par habitant (2024 en €)	Moyenne de la strate ratio de structure	Moyenne de la strate par habitant (2023 en €)
Dépenses de fonctionnement	2 700				
Dépenses de fonctionnement*	2 530		677 €		
011 Charges à caractères général	778	31%	208 €	31%	294 €
012 Charges de personnel	1 531	60,5%	410 €	53%	507 €
012 Charges de personnel minoration aide et remboursement Assurance	1 456	58%	390 €		
Recettes de fonctionnement	4 682				
Recettes de fonctionnement *	3 370		902 €		1 201 €
73 impôts et taxes	2 174	65%	582 €		
<i>Dont impôts locaux</i>	2 104		563 €	45%	520 €
74 Dotations de l'état	350	10%	94 €		
<i>Dont DGF+DRS</i>	209	6,19%	56 €	13%	156 €

* hors opération d'ordre

Les orientations budgétaires

Budget principal - Section investissement- DEPENSES (chiffres en attente de validation par la trésorerie)

<i>Chapitres</i>	<i>Désignation</i>	<i>Total Budget</i>	<i>Réalise</i>
16	Emprunts et dettes assimilés	135 735,00	135 466,96
20	Immobilisations incorporelles	4 500,00	17 298,00
204	Subventions d'équipement versées	16 034,39	16 034,39
21	Immobilisations corporelles	1 388 902,97	304 208,54
23	Immobilisations en cours	1 056 000,00	717 109,40
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	112 670,00	62 209,80
	Total Général	2 713 842,36	1 252 327,09

=> Chantiers non finalisés
=> Factures en attente de réception

Budget principal - Section investissement- RECETTES (chiffres en attente de validation par la trésorerie)

<i>Chapitres</i>	<i>Désignation</i>	<i>Total Budget</i>	<i>Réalise</i>
10	Dotations, fonds divers et reserves	216 058,00	226 332,11 €
13	Subventions d'investissement reçues	858 500,00	154 331,64 €
16	Emprunts et dettes assimilés	0,00	550,00 €
27	Autres immobilisations financières	76,00	76,22 €
001	Excédent d'investissement reporté	439 078,81	439 078,81 €
021	Virement de la section de fonctionnement	1 100 000,00	- €
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	100 129,55	110 569,74 €
	Total Général	2 713 842,36	930 938,52 €

Déficit :
- 321 388,57€

=> Décalage entre les projets et l'encaissement des subventions

Les perspectives 2025

section investissement

Envoyé en préfecture le 12/03/2025

Reçu en préfecture le 12/03/2025

Publié le

S²LO

ID : 064-216402370-20250311-2025_07-BF

Proposition des agents

Voirie

- Voie douce Hameau-Bourg
- Réfection éclairage public
- Réfection tri-couche rue des 3 frères Peyrou (attente information chantier ligne HT RTE)
- Réparation voies diverses (ex: Capderou) en section de fonctionnement

Passage en éclairage LED

- Bâtiments communaux (Mairie, SMA, Lartigau, CTM, Eglise 2nde tranche, MDA)
- Terrain de foot (subvention FAFA ? TE64 ? Ou réparation à minima ?)

Matériel services techniques et espaces verts

- Balayeuse thermique
- Matériel divers
- Matériel manifestations

Ecoles

- Ordinateurs (dernière tranche)
- Matériel PPMS (Castagnos)

Les perspectives 2025

section investissement

Envoyé en préfecture le 12/03/2025

Reçu en préfecture le 12/03/2025

Publié le

ID : 064-216402370-20250311-2025_07-BF

S²LO

Proposition des agents

Espaces publics

- Aménagements des espaces verts Hameau
- Poubelles tri-flux sur l'espace public
- Montage des cabanons aux jardins ouvriers (suite)
- Déploiement des récupérateurs d'eau de pluie (suite)
- **Implantation œuvre JMM**
- **Implantation portail (réplique Haras)**
- **Peinture des transformateurs (suite)**
- Mise en place de vidéo-surveillance (finalisation)

Bâtiments publics

- Mairie
 - Réfection et aménagements (accueil, réfection sol bureaux, création bureaux, isolation,)
 - Remplacement toiture
 - **Logiciel de gestion des accès**
- SMA
 - **Réfection toiture trinquet (+ photovoltaïque?)**
- Maison du Pradeau
 - **Changement garde corps et nez -de-marches**
 - **Achat d'un lave-vaisselle**

Les perspectives 2025

section investissement

Envoyé en préfecture le 12/03/2025

Reçu en préfecture le 12/03/2025

Publié le

S²LO

ID : 064-216402370-20250311-2025_07-BF

Proposition des agents

- CTM
 - Etude réfection toiture
- Eglise
 - Chauffage
- MDA
 - Remplacement mobilier salles
- Peinture
 - MDA
 - Cage escalier appartements communaux
 - Plafond église
 - Pigeonnier

Opérations financières

- Remboursements d'emprunt
- Acquisition terrain contigu place de la Liberté

- Concernant une augmentation de la THV et THRS : nombre de logements concernés ? Environ 150 suite au récent recensement. Les élus admettent que cela serait un levier incitatif à la lutte contre la vacance et valident la proposition d'augmenter ce taux.
- Quel est le devenir de l'ancien local de la Poste ? A ce jour rien n'est totalement défini. Anne GOUVET travaille sur un projet solidaire et une étude doit être refaite sur le plancher du logement de fonction de l'étage.
- Un projet est-il envisagé sur les tennis couverts ? Un appel à manifestation d'intérêt (AMI) sera lancé dans les prochains mois sur cette partie de la plaine du Pradeau avec pour objectif de garder la maîtrise publique.
- Les élus indiquent que certains travaux sont prioritaires notamment l'aménagement de la voie douce et le PPMS à l'école.
- Propositions des élus :
 - ❖ Réparation voirie Loulié
 - ❖ Eclairage LED à la zone des Métiers
 - ❖ Aménagement RD Simin Palay afin de réguler la vitesse (prévu initialement avec le projet lotissement Fanfelle)
 - ❖ Revoir les évacuations des sanitaires de la SMA